

Questions budgétaires

---

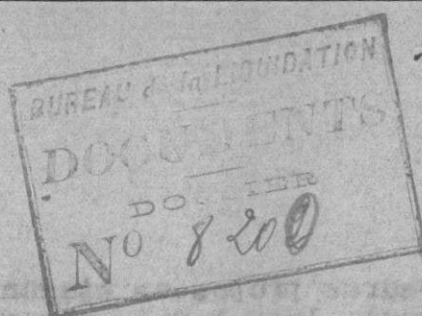
Budget d'Exploitation

Augmentations des tarifs

---

Augmentations en 1943.

---



8200

11 septembre 43.

D 502/30

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 12 août dernier et en conclusion de l'examen de la situation budgétaire de la S.N.C.F. révisée à la date du 1er juillet 1943 je vous avais proposé de mettre en vigueur les mesures tarifaires suivantes à partir du 1er septembre :

- a)- majoration de 25 % des prix des tarifs voyageurs, étant entendu que, pour la banlieue de Paris, les prix liés à l'unité uniforme des différents modes de transport en commun de la région parisienne devaient demeurer inchangés;
- b)- majoration des tarifs applicables aux bagages égale à 20 % des droits d'enregistrement forfaitaires et à 25 % des taux applicables aux excédents de bagages.

L'application de ces différentes mesures aurait procuré à la S.N.C.F., pour la période du 1er septembre au 31 décembre 1943, les recettes supplémentaires détaillées ci-dessous :

Majoration des tarifs (	Grandes lignes .....	808 M.
voyageurs	Banlieue .....	20 M.
Majoration des tarifs applicables aux bagages ....		18 M.
		<hr/>
		846 M.
		=====

Aux termes de l'article 1er de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 sur le régime financier des chemins de fer en temps de guerre, la S.N.C.F. doit recevoir du Trésor une indemnité compensatrice égale au produit attendu pour l'exercice de l'aménagement ou de l'augmentation de tarifs refusé par le Gouvernement.

...

Monsieur le Ministre - Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.



Les mesures proposées n'ayant pas été mises en vigueur à la date prévue, la S.N.C.F. est fondée à réclamer le versement de l'indemnité compensatrice visée ci-dessus, laquelle doit, en application de l'article 1er c) 2° de l'avenant précité, être versée en autant de fractions égales qu'il y a de trimestres civils à courir entre la date où l'augmentation ou l'aménagement de tarifs serait devenu applicable et la fin de l'exercice, tout trimestre commencé comptant pour un trimestre entier.

Je vous serais donc obligé de bien vouloir donner des instructions pour que la première moitié de l'indemnité compensatrice complémentaire, soit 423 M., soit versée à notre Société dans le plus bref délai possible, avec valeur du 15 septembre. Ce versement s'ajouterait à celui de 713 M. 9 qui a fait l'objet de notre lettre du 31 août dernier.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

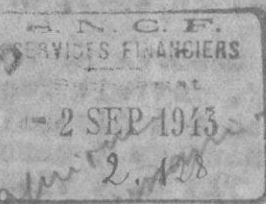
Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.-

31 Août 1943

D 502/30

*chiffre*  
Copie transmise à Monsieur le Directeur des  
Services Financiers, de la part de Monsieur  
le Directeur du Service du Budget.



*Prise en compte  
à M. Benard  
33*

Monsieur le Ministre,

L'article 1<sup>er</sup> de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 fixe les conditions dans lesquelles doit être versée à la S.N.C.F. l'indemnité due par le Trésor en raison du retard apporté à la mise en vigueur des majorations de tarifs nécessaires à la réalisation de l'équilibre financier de notre Société.

**--- FOURNIER : à signer**

Ce texte stipule, notamment, que les versements afférents aux trois trimestres de l'année pourront être ajournés partiellement ou en totalité, s'il est reconnu, d'un commun accord entre la S.N.C.F. et le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et le Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications que ces versements entraîneraient probablement l'application de la clause en vertu de laquelle la S.N.C.F. rembourse au Trésor la somme qui n'est pas nécessaire pour assurer l'équilibre du compte annuel de liquidation (compte non tenu du montant des charges dites de grand équilibre).

Or, en application de la Convention du 9 septembre 1939 précitée, la S.N.C.F. vient de procéder, à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1943, à la révision de son budget d'exploitation. Cette révision, dont les conclusions ont été portées à votre connaissance par notre lettre du 12 août courant, conduit à envisager, pour 1943, un déficit probable de l'ordre de 1.210 M. en comprenant dans les recettes la totalité de l'indemnité compensatrice de 2.855,6 M. représentant le produit attendu, en 1943, des mesures tarifaires soumises à votre approbation par nos lettres des 9 novembre 1942 et 13 janvier 1943.

Dans ces conditions, le troisième versement trimestriel de 745,9 M. doit être effectué avec valeur du 15 août 1943. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir donner des instructions pour que ce versement nous soit fait le plus rapidement possible.

Monsieur le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle  
à aux Communications.



Je vous rappelle, en outre, que la S.N.C.F. vous a  
proposé d'appliquer de nouvelles mesures tarifaires avec effet  
du 1er septembre 1943.

Elle en attend, en 1943, un profit brut voisin de 900 %.

Au cas où ces mesures ne seraient pas appliquées à la date  
prévue, la S.N.C.F. devrait recevoir, pour le 3ème trimestre  
et en exécution des dispositions de l'article 28 de  
l'alinéa 1 de l'avenant du 4 mars 1942 précité, un complément d'in-  
termédialité de 71 % ; à visée plus haut, un complément d'in-  
termédialité correspondant aux recettes brutes des  
mesures tarifaires dont l'application aurait été retardée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de  
mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.-

SS. 2/9/43.

31 août 1943.

*Copie transmise à Monsieur le Directeur des  
Services Financiers, de la part de Monsieur  
le Directeur du Service du Budget.*

D. 502/30

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une lettre que j'envoie ce jour à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications pour lui demander, conformément aux dispositions de l'article 18 de la Convention du 31 août 1937 et de l'article 1er de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 relative au régime financier des chemins de fer en temps de guerre, de bien vouloir faire créditer la S.N.C.F., valeur 15 août 1943, de la somme de 713 M. 9 représentant la subvention afférente au troisième trimestre civil de l'année 1943.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,  
signé: FOURNIER

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et  
aux Finances

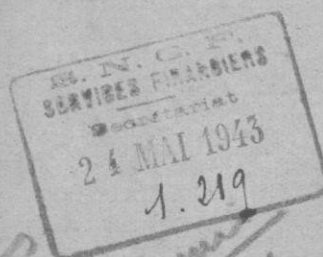


ch'ju  
ML.11/5/43

83 F

Copie transmise à  
Monsieur le Directeur des Services  
Financiers, de la part de Monsieur  
PERNOT.-

21 Mai 1943



*M. P. P. P.*

*In la fin  
Bureau 1943  
Jz*

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une lettre que j'envoie ce jour à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications pour lui demander, conformément aux dispositions de l'article 18 de la Convention du 31 août 1937 et de l'article 1er de l'avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 relative au régime financier des chemins de fer en temps de guerre, de bien vouloir faire créditer la S.N.C.F., valeur 15 mai 1943, de la somme de 713 M. 9 représentant la subvention afférente au deuxième trimestre civil de l'année 1943.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.-

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale  
et aux Finances.

21 Mai 1943

D 502/30

Copie transmise à Monsieur le Directeur  
des Services Financiers,  
de la part de Monsieur PERNOT.-

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'Avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939 sur le régime financier des chemins de fer en temps de guerre, la S.N.C.F. doit recevoir du Trésor, à titre d'indemnité compensatrice, le produit attendu des majorations de tarifs proposées en vue de réaliser l'équilibre budgétaire lorsque ces majorations n'ont pu être mises en vigueur faute de l'autorisation gouvernementale indispensable.

Par lettre du 8 février dernier, la Société Nationale a demandé le versement, par le Trésor, du premier quart de l'indemnité compensatrice due au titre de l'exercice 1943. Aucun fait nouveau ne s'étant produit depuis cette date, la S.N.C.F., conformément aux textes en vigueur, doit recevoir de l'Etat le second versement trimestriel de l'indemnité compensatrice.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire créditer la S.N.C.F. (valeur 15 mai 1943) de la somme de 713 M. 9 représentant l'indemnité afférente au 2<sup>ème</sup> trimestre civil de 1943.

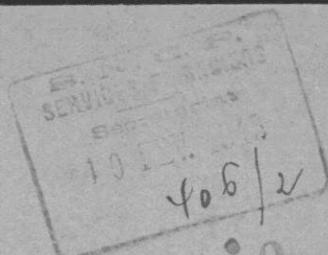
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.-

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle  
et aux Communications.





Paris, le 8 Février 1943

D 502/30

**Copie**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, copie d'une lettre que j'envoie ce jour à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications pour lui demander, conformément aux dispositions de l'article 18 de la Convention du 31 Août 1937 et de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant du 4 Mars 1942 à la Convention du 9 Septembre 1939 relative au régime financier des chemins de fer en temps de guerre, de bien vouloir faire créditer la S.N.C.F., valeur 15 Février 1943, de la somme de 713 M 9 représentant la subvention afférente au premier trimestre civil de l'année 1943.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.-

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

8202

SERVICES FINANCIERS  
Secrétariat  
10 FÉV. 1943  
406/1

Paris, le 8 Février 1943

D 502/30

**Copie**

BUREAU de la LIQUIDATION  
DOCUMENTS  
N° 8202

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 9 Novembre 1942, la Société Nationale vous a transmis son budget d'exploitation pour l'exercice 1943 avec les conclusions auxquelles avait donné lieu l'examen de ce budget par son Conseil d'Administration.

Elle renouvelait sa proposition, rejetée précédemment, de relever les tarifs d'abonnements ouvriers dans la même proportion que celle qui a été appliquée aux voyageurs de 3<sup>me</sup> classe à partir du 15 Octobre 1942. Le produit annuel de cette mesure était évalué à..... 32M

Elle proposait en outre le relèvement, à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1943, des tarifs applicables aux petits celis, et estimait la recette supplémentaire correspondante à..... 100M

Enfin, elle proposait une majoration générale de 10 % des tarifs marchandises (à l'exclusion des bagages, mais y compris les petits celis). Puis, par sa lettre du 13 Janvier, elle demandait que le taux de cette majoration fût porté à 25 %.

Compte tenu des dates auxquelles ces propositions ont été faites, la Convention du 31 Août 1937, modifiée par celle du 9 Septembre 1939, permet de supposer que l'application de la majoration de 10 % pouvait intervenir à partir du 1<sup>er</sup> Janvier, et celle de 25 % à partir du 1<sup>er</sup> Février. Dans ces conditions, le produit à attendre de ces mesures peut être évalué de la manière suivante :

Recettes marchandises prévues au budget initial.....	11.980M
Majoration du tarif des petits celis...+	100
<u>à déduire</u> : Recettes bagages non majorables.....	250
	<u>11.830M</u>

à reporter..... 132M

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.



Report..... 132<sup>M</sup>

Le produit de la majoration générale de 10 % aurait été, pour l'année entière, de :

$$11.830 \times \frac{10}{100} = \dots\dots\dots 1.183^M$$

En fonction de l'échelonnement mensuel des prévisions budgétaires de recettes, le produit de la majoration supplémentaire de 15 %, applicable à partir du 1<sup>er</sup> Février serait de :

$$10.884 \times \frac{15}{100} = \dots\dots\dots 1.632^M$$

Total du produit des majorations de tarifs  
proposées..... 2.947<sup>M</sup><sub>6</sub>

Il y a lieu toutefois de retrancher de ce total le produit à attendre des majorations de tarifs autorisées (tarifs des petits colis majorés avec effet du 1<sup>er</sup> Février 1943), soit..... - 92<sup>M</sup>

Aucune autre décision n'étant intervenue, comme suite à nos propositions, pour relever les tarifs applicables aux transports par chemins de fer, nous sommes fondés à réclamer de l'Etat, par application de l'article 18 de la Convention du 31 Août 1937, une subvention compensatrice dont le montant peut être évalué à..... 2.855<sup>M</sup><sub>6</sub>

Conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant du 4 Mars 1942 à la Convention du 9 Septembre 1939 relative au régime financier des chemins de fer en temps de guerre, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire créditer la S.N.C.F. (valeur 15 Février 1943) de la somme de 713 M 9 représentant la subvention afférente au 1<sup>er</sup> trimestre civil de l'année 1943.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.-